



Guide thématique

Ne laisser personne de côté dans la pratique

Emploi et revenus

par Jodie Thorpe, Institute of Development Studies (IDS)

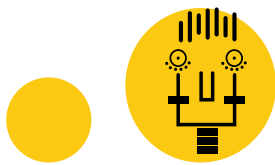


Que savons-nous des moyens de subsistance des personnes très marginalisées ?

Le monde compte 800 millions de personnes vivant en dessous du seuil international de pauvreté, établi à 1,90 dollar par jour. Il s'agit essentiellement de personnes résidant dans des zones rurales (80 %), ayant un faible niveau d'éducation (39 % n'ont pas reçu d'éducation formelle) et vivant dans des familles nombreuses (44 % sont âgées de moins de 14 ans).¹ À cette dimension économique de la marginalisation s'ajoute l'exclusion due à la discrimination fondée sur le sexe, la race, la caste ou le handicap ainsi qu'à l'isolement, un phénomène qui touche en particulier les personnes qui vivent dans des régions géographiquement éloignées ou dans des zones gangrenées par la violence ou souffrant d'un manque de services, comme les bidonvilles urbains.²

Les moyens de subsistance des personnes très marginalisées se caractérisent par des formes d'emploi précaires, comme celles des travailleurs à leur propre compte et des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale³. Ces personnes occupent des emplois informels, peu productifs et faiblement rémunérés (qui prennent souvent des formes multiples) tels que la petite exploitation agricole, la tenue d'une échoppe, des activités commerciales simples, des travaux de couture, la fourniture de services de transport (en voiture ou à bicyclette) ou un travail journalier non agricole⁴. Les actifs dont elles disposent peuvent comprendre de petites parcelles non irriguées, du bétail, des bicyclettes ou des radios, mais nombre d'entre elles exploitent de petites entreprises pratiquement dépourvues d'actifs productifs⁵. Soixante-quatre pour cent⁶ des personnes très marginalisées dépendent de l'agriculture, occupant souvent des emplois saisonniers ou occasionnels.⁷

Ces travailleurs marginalisés n'ont ni assurance, ni filets de sécurité, ni réseaux sociaux, ce qui les rend vulnérables aux ralentissements économiques, aux événements climatiques et autres chocs qui peuvent



réduire à néant les gains réalisés ou les avoirs accumulés, et donc avoir des conséquences à long terme. La vulnérabilité affecte aussi la manière dont les familles pauvres conçoivent leurs moyens de subsistance. Par exemple, elles peuvent donner la priorité à la sécurité et à la diversification des revenus plutôt qu'à leur maximisation⁸, en renonçant à des opportunités rentables mais plus risquées qui nécessitent de nouvelles technologies, liées notamment à l'utilisation de semences améliorées ou à la spécialisation dans une seule activité. S'agissant des femmes, elles consacrent une part importante de leur temps à la fourniture de soins non rémunérés.

Dans le même temps, les économies évoluent sous l'effet des forces jumelées de la technologie et de la mondialisation. Dans le passé, les pays industrialisés ont connu un transfert de travailleurs peu qualifiés issus d'exploitations et d'entreprises familiales informelles vers le secteur manufacturier formel. En définitive, ces travailleurs sont passés à un emploi salarié leur offrant certaines formes de protection, y compris l'assurance sociale. Cependant, des données récentes⁹ laissent à penser que les pays à faibles revenus ne suivent pas le même chemin. Même si l'industrialisation a eu lieu, les opportunités dans le secteur manufacturier sont en train de diminuer et les niveaux de revenus qui y sont associés sont bien plus faibles que par le passé, de sorte que l'agriculture et les services seront vraisemblablement les principaux pourvoyeurs d'emplois à l'avenir. Or, la petite taille des entreprises et la faible productivité qui caractérisent les secteurs primaire et tertiaire réduisent la capacité de ces derniers à offrir la sécurité de l'emploi, la protection de l'emploi ou une couverture sociale.

La technologie semble également avoir un impact différent sur les pays en développement. Dans les économies développées, l'automatisation favorisée par les nouvelles technologies comporte un risque de suppression d'emplois. Cependant, les travailleurs des pays en développement perçoivent souvent des salaires extrêmement bas pour faire un travail qui pourrait déjà être effectué plus efficacement grâce à la technologie. Par conséquent, la menace que représente l'automatisation réside moins dans la perte d'emplois que dans une pression accrue à la baisse des salaires.¹⁰ Les nouvelles technologies et les plateformes numériques peuvent offrir des opportunités économiques aux travailleurs à bas salaire (p. ex. un travail consistant à mettre des agents d'entretien ou des conducteurs de moto en relation avec des clients¹¹) ; ces activités nécessitent toutefois un niveau élémentaire d'éducation, des compétences et un accès aux technologies et aux infrastructures, et peuvent donc être inaccessibles aux personnes les plus marginalisées.

Comment établir un bon diagnostic de la marginalisation dans le domaine de l'emploi et des revenus ?

Le portrait que dresse la section 1 des moyens de subsistance des personnes très marginalisées est clairement trop simplifié. Le lien entre marginalisation et résultats économiques est complexe et dépend étroitement du contexte, d'où la nécessité d'un diagnostic solide des systèmes de marché et de réponses adaptées¹². Pour réaliser un bon diagnostic, il est essentiel d'avoir une bonne connaissance du contexte et de disposer de suffisamment de temps et de ressources pour impliquer les groupes marginalisés, un point à ne pas négliger. Il convient surtout :

1. d'identifier les possibilités d'emploi et de revenus qui sont accessibles ou peuvent être rendues accessibles aux personnes marginalisées, et qui sont susceptibles de se développer ;
2. d'analyser les raisons pour lesquelles ces marchés ne fonctionnent pas ou ont un effet d'exclusion, en s'attachant à comprendre leur structure, leur fonctionnement et leur dynamique ainsi que l'impact de ces trois aspects sur les personnes marginalisées ;
3. d'identifier les contraintes systémiques expliquant ces défaillances, et de donner la priorité aux contraintes pouvant être résolues le plus efficacement, compte tenu de facteurs tels que la pertinence, le séquençage et la faisabilité.

Ces éléments révèlent deux défis fondamentaux. Le premier consiste à créer des opportunités qui soient à la fois viables du point de vue des acteurs du marché et accessibles aux groupes très marginalisés, en menant à cet effet des interventions mettant à profit ou développant les actifs, les capacités et les réseaux de ces derniers. Il s'agit essentiellement de déplacer la frontière du marché¹³ (encadré 1) vers les personnes très marginalisées, et/ou de permettre à celles-ci de s'adapter au marché. Toutefois, plus on repousse cette frontière et plus les interventions nécessaires pourraient devenir coûteuses et difficiles, en accentuant le besoin de protection sociale ou d'autres interventions directes.

Encadré 1 : La frontière du marché

La participation au marché exige que les individus ou les groupes concernés disposent d'un ensemble d'atouts leur permettant de saisir les opportunités offertes par le marché et d'en tirer profit. Ces atouts comprennent le capital physique et financier, les connaissances et les compétences ainsi que les relations nécessaires pour les transactions. La « frontière du marché » peut être considérée comme un seuil à partir duquel une personne dispose de suffisamment de capital, de compétences et de relations pour être en mesure de profiter des opportunités du marché. Si ce seuil n'est pas atteint, les moyens d'existence dépendront d'un soutien non fondé sur le marché, comme la protection sociale, ou l'agriculture de subsistance.

Source: Adapted from Blewett, J., Keddie, J., Van Hummelen, S. (2016) Pre-intervention investment toolkit: The challenge of achieving impact at scale in MSD (M4P) interventions, London: The BEAM Exchange/ CC BY-NC.



Le deuxième défi est de comprendre les dynamiques spécifiques qui créent ou exacerbent l'exclusion, notamment en tenant compte des risques, de l'isolement et de la discrimination¹⁴. L'extrême pauvreté se traduit par une grande vulnérabilité face aux risques, qui peut être exacerbée par le contexte, marqué par exemple par la violence ou un conflit, la corruption ou l'absence de filets de sécurité personnels ou sociaux. Les marchés offrent des possibilités d'amélioration des revenus, mais exposent souvent les personnes marginalisées à de nouveaux risques, en particulier en cas d'investissement des rares actifs dont celles-ci disposent ou de réduction des options de subsistance. Par ailleurs, lorsque les opportunités diversifient les sources de revenus existantes ou améliorent les conditions prévalant dans les secteurs (souvent informels) où les personnes marginalisées exercent déjà une activité, elles peuvent compléter et stabiliser les flux de revenus, et améliorer la résilience. Les stratégies de diversification des moyens de subsistance peuvent inclure des activités non marchandes telles que l'investissement dans les réseaux familiaux, le travail non rémunéré et la production alimentaire de subsistance.



Les groupes marginalisés font généralement face à l'isolement, qui affecte leur accès à des possibilités d'emploi, aux marchés des intrants et des produits et à des organisations sociales ou de marché (p. ex. groupes d'entraide ou coopératives). Les obstacles peuvent être géographiques, comme c'est le cas pour les ménages marginalisés dans les régions difficiles d'accès ou tout simplement pour les personnes qui vivent loin du centre d'un village ; ils peuvent aussi être physiques, dus par exemple à une mobilité réduite, ou sociaux, liés à la discrimination. L'isolement signifie aussi que les personnes marginalisées ne sont pas facilement visibles et sont donc très souvent négligées dans le processus de diagnostic.

La discrimination enracinée dans les politiques officielles ou les normes sociales¹⁵ influence les comportements sur les marchés et la manière dont ces derniers sont perçus par les groupes marginalisés. Cependant, ces normes peuvent être invisibles et difficiles à diagnostiquer, notamment l'« autodiscrimination » que s'infligent les femmes et les hommes marginalisés par manque de confiance en soi ou par peur de sanctions. Même lorsque les obstacles discriminatoires sont reconnus, ils sont souvent considérés comme étant inhérents au contexte dans lequel les interventions doivent être conçues, au lieu d'être identifiés comme un facteur essentiel de sous-performance du marché.

Les outils de diagnostic qui aident les intervenants des programmes à mieux comprendre et apprécier ces problèmes peuvent inclure des évaluations participatives, une analyse du pouvoir et des études

ethnographiques destinées à identifier les personnes marginalisées, les défis auxquels elles doivent faire face et le lien existant entre ces derniers et des facteurs structurels inhérents au marché. Des documents d'orientation spécifiques peuvent aider à la compréhension des normes sociales dans le cadre d'une approche visant au développement de système de marché.¹⁶ Un diagnostic continu peut aussi s'inscrire dans la programmation adaptative, car il permet d'assurer un suivi critique des résultats et de leur impact sur la marginalisation et d'adapter les interventions en conséquence.¹⁷

Points d'entrée stratégiques pour ne laisser personne de côté dans les programmes en faveur de l'emploi et des revenus

Une croissance soutenue constitue un facteur majeur de réduction de la pauvreté¹⁸, mais ne suffit pas à garantir que personne ne soit laissé de côté. Cette section identifie les points d'entrée des programmes qui aident les groupes marginalisés à tirer profit des gains du développement économique. Elle indique les points d'entrée qui élargissent le champ d'action des groupes marginalisés afin qu'ils puissent s'adapter au marché par leurs propres moyens et ceux qui ajustent les marchés pour mieux atteindre les personnes marginalisées. Bien que ces points d'entrée concernent des domaines d'intervention spécifiques, la sortie de la pauvreté et de la vulnérabilité nécessitera probablement de multiplier les efforts, à la fois pour transformer les marchés et pour aider les personnes marginalisées à y accéder, et de ne pas s'en tenir à une intervention unique. Il est important aussi de reconnaître que les groupes marginalisés ne sont pas seulement des bénéficiaires de l'aide, mais qu'ils peuvent aussi agir par eux-mêmes pour faire fonctionner les marchés à leur avantage. Enfin, un séquençement minutieux peut favoriser la réalisation des conditions nécessaires à l'inclusion et à la durabilité en permettant d'avancer à un rythme approprié pour les bénéficiaires tout en développant leur confiance en eux et leur résilience et en les aidant à participer efficacement aux marchés.¹⁹ Cela implique aussi un investissement en temps suffisant pour obtenir des résultats.

Interventions visant à élargir les possibilités pour les personnes marginalisées de recourir à leurs propres moyens

- **Approches de progression** : les approches de progression et autres approches comparables consistent en un ensemble séquentiel d'interventions en matière de protection sociale et de soutien au développement des moyens de subsistance, qui doivent permettre aux ménages très pauvres de sortir de l'aide sociale pour accéder aux services sociaux et aux opportunités économiques, chaque étape s'appuyant sur les réalisations de la précédente (voir le programme GRAD, encadré 2). Selon les premières données disponibles, les programmes de progression ont sur la durée un impact mitigé²⁰, bien qu'une évaluation récente, très médiatisée, ait conclu à des bénéfices statistiquement significatifs en termes de consommation, de possession d'actifs, d'inclusion financière, d'utilisation du temps, de revenus et de recettes, ainsi que d'autonomisation des femmes trois ans après un premier transfert d'actifs productifs et un an après la fin de toutes les interventions²¹.

Encadré 2 : L'équipe du projet Graduation with Resilience to Achieve Sustainable Development (GRAD)²² a travaillé en Éthiopie avec des ménages vivant dans une insécurité alimentaire chronique, en s'appuyant sur le Programme de filet de sécurité productif (Productive Safety Net Programme, PSNP) du gouvernement éthiopien. L'objectif était de faire sortir les ménages du programme en augmentant progressivement leur participation à diverses activités économiques et en catalysant les liens avec les fournisseurs d'intrants, les prestataires de services et les marchés locaux/régionaux. Les associations économiques et sociales villageoises (Village Economic and Social Associations, VESA) ont aidé les ménages à faire des économies et à accéder à des prêts, et le programme les a mis en relation avec les marchés d'intrants et les marchés locaux/régionaux. À mi-parcours, 70 % des ménages du PSNP étaient impliqués dans les activités de la chaîne de valeur et plus de 2500 VESA avaient été créées, dont 65 % des membres avaient accès au microcrédit formel. À la fin des cinq ans de mise en œuvre du programme, 80 % des familles étaient sorties des programmes de protection sociale soutenus par le gouvernement, et les revenus avaient augmenté de 84 %, soit de 353 dollars par an en moyenne.



- **Identifier et développer les atouts et les compétences** : l'accent est mis ici sur les atouts et les compétences des personnes marginalisées qui sont pertinents au regard des opportunités du marché. Ainsi, les interventions peuvent aider les établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) à élaborer de nouveaux programmes adaptés au marché, notamment en établissant des liens avec des employeurs potentiels qui contribuent à la conception et à la mise en œuvre des programmes, par exemple par le biais de stages. Il est possible de remédier au problème de l'accessibilité de multiples façons, notamment par l'octroi de bourses pour vaincre les obstacles financiers, ou par l'apport de matériels, de subventions, d'équipements et d'assistance technique qui permettent à ces établissements de développer des dispositifs et des services favorisant l'inclusion. La sensibilisation de l'opinion publique aux avantages de la formation professionnelle, par exemple là où les jeunes femmes risqueraient de ne pas être autorisées à se déplacer et donc à y participer, constitue une autre piste possible. Les interventions peuvent aussi inclure l'investissement dans le coaching, le mentorat ou la formation aux compétences de la vie courante qui renforce la confiance en soi et la résilience personnelle.
- **L'action collective fondée sur le « capital social »** peut ouvrir la voie au développement d'entreprises où les groupes d'entraide et de solidarité mutuelles servent de canal de financement ou de fourniture de services, une démarche qui s'apparente à l'approche de progression. Les interventions peuvent soutenir les associations locales existantes ou la formation de nouvelles, et permettre ainsi aux personnes marginalisées de s'engager. Concernant le projet GRAD, les VESA ont marqué la première étape permettant l'accumulation d'actifs grâce à l'épargne. Cela a ensuite permis aux ménages d'accéder à des services financiers formels. L'intérêt de ces associations ne se limitait pas à aider les ménages à accéder à un financement. Elles ont également contribué à répondre aux besoins sociaux, tels que l'accès à l'eau, et fourni un filet de sécurité informel.
- **Cibler les actifs dont disposent les groupes très marginalisés** : un autre point de départ consiste à concevoir des interventions autour des actifs dont disposent les groupes très marginalisés ou dont l'accès peut être facilité. Le programme Samriddhi (encadré 3) a inclus des plantes médicinales dans ses chaînes de valeur cibles. Des plantes médicinales ont été produites sur les terres marginales disponibles, et le programme a facilité l'accès à ces parcelles de femmes sans terres ou pauvres en terres. Samriddhi a également mis en place un système de mentors féminins pour renforcer la confiance en soi et la résilience personnelle des femmes très marginalisées. La conception de ces interventions doit tenir compte des facteurs liés à la demande. Quels sont les secteurs qui répondent à une demande actuelle et ont des perspectives de croissance ? Sont-ils à forte intensité de main-d'œuvre ou proposent-ils des emplois salariés qui sont accessibles, tant du point de vue géographique qu'en termes de compétences, aux groupes marginalisés ? Les risques intrinsèques doivent également être pris en compte, et il convient de déterminer s'il est possible de les atténuer ou de renforcer la résilience à ces risques. En plus d'identifier de nouvelles possibilités de revenus, il faudrait examiner si les interventions pourraient améliorer les conditions et réduire la vulnérabilité dans les secteurs (généralement informels) où les personnes marginalisées exercent déjà une activité.

.....
: **Encadré 3 : Le programme Samriddhi**²³ financé par la DDC au Bangladesh a promu avec succès un sys-
: tème de vulgarisation locale privée et de fourniture de services d'intrants, ainsi que le développement de
: micro et petites entreprises pour le regroupement de produits agricoles. 900 000 agriculteurs pauvres ont
: bénéficié de cette approche, avec près de 170 000 ménages extrêmement pauvres directement impliqués.
: En incluant certaines chaînes de valeur (plantes médicinales, élevage de poulets, artisanat du jute) qui sont
: particulièrement importantes pour les agriculteurs pauvres, le programme Samriddhi a touché à la fois les
: femmes (47 % des producteurs impliqués) et les personnes pauvres ou extrêmement pauvres (35 %). Ce pro-
: gramme comprend un système de mentors féminins – des femmes âgées de la communauté qui soutiennent
: d'autres femmes par la sensibilisation et l'accompagnement sur des questions sanitaires et sociales (p. ex.
: mariage précoce, soins hospitaliers pendant la grossesse). Les mentors féminins soutenus par Samriddhi ont
: des liens avec les autorités et institutions locales, leur travail pourra donc se poursuivre au-delà de la durée
: du programme.
:

Interventions visant à transformer les marchés

- **Développer les réseaux verticaux** : si l'organisation collective apporte des avantages importants, les groupes marginalisés isolés sont souvent pénalisés par le manque d'économies d'échelle et de poids politique. La coordination verticale avec les agriculteurs plus aisés, les propriétaires d'entreprises ou les commerçants offre une alternative. Le programme IMA4P (encadré 4) au Cambodge est fondé sur la collaboration avec des agriculteurs plus aisés afin d'offrir à des prix plus intéressants des services de meilleure qualité qui profitent à tous les producteurs. Les personnes qui ne travaillent pas directement dans l'agriculture bénéficient des possibilités d'emploi associées. De même, le développement de marchés financiers locaux et de services d'épargne destinés uniquement aux groupes marginalisés peut ne pas être commercialement viable. Toutefois, l'accès au financement par l'intermédiaire de fournisseurs locaux qui desservent différents segments du marché permet de surmonter cet obstacle, grâce notamment au renforcement des capacités et/ou aux systèmes de garantie de crédit visant à encourager les prêts aux ménages marginalisés.

.....
: **Encadré 4 : IMA4P au Cambodge**²⁴ vise à renforcer le fonctionnement des systèmes de marché comme
: condition préalable à l'inclusion des personnes les plus marginalisées, par exemple en favorisant la confiance
: et la transparence entre les acteurs, en permettant la circulation des connaissances et des informations sur
: les normes, et en soutenant le renforcement des groupes. Les intervenants commencent par travailler avec
: des groupes moins vulnérables, tels que les propriétaires d'entreprises qui peuvent atténuer les obstacles sur
: le marché, ou les agriculteurs qui peuvent piloter de nouvelles approches. Lorsque les marchés commencent
: à mieux fonctionner, les personnes qui possèdent de très petites parcelles de terre peuvent également en
: bénéficier, par exemple en accédant à des services de meilleure qualité à des prix plus intéressants. IMA4P
: travaille également avec ces agriculteurs pour créer des entreprises sociales collectives afin d'acheter conjointement
: des intrants et des services, et d'établir des liens avec les meuniers qui fournissent un appui technique. Les sans-terre peuvent également en bénéficier par le biais de l'emploi ou en tant que propriétaires
: de microentreprises fournissant des services.
:

- **Travailler avec le secteur privé** : il peut être difficile d'inciter des partenaires du secteur privé à collaborer avec des travailleurs et des producteurs très marginalisés, en raison de l'effet dissuasif des coûts et des risques perçus ou réels. Les programmes peuvent aider à présenter une analyse de rentabilisation aux propriétaires d'entreprises, leur montrant qu'il est possible et faisable de travailler avec des groupes marginalisés, par exemple pour s'assurer de nouvelles sources d'intrants. L'appui technique, le partage des coûts et les mécanismes de mutualisation des risques par le biais de produits financiers innovants ou à vocation sociale peuvent modifier le rapport coût-bénéfice, rendant ainsi l'investissement plus attrayant. GRAD (encadré 2) a utilisé un système de garantie pour encourager les organismes de microfinance à travailler avec les ménages marginalisés. Des mécanismes similaires de partage des risques ou des coûts peuvent être efficaces pour inciter les partenaires du secteur privé à participer, même si, pour une durabilité à long terme, l'opportunité proposée doit présenter un intérêt pour l'entreprise concernée. Cependant, même les opportunités commercialement viables (c'est-à-dire rentables) ont peu de chances de se concrétiser si les entreprises peuvent utiliser les mêmes ressources pour d'autres projets, plus rentables et moins risqués.²⁵ Plus les personnes sont marginalisées, et plus le contexte est compliqué, plus il est difficile d'être compétitif. Toutefois, les programmes peuvent explorer les possibilités de coopérer avec des acteurs du marché qui n'investissent pas uniquement dans une optique de maximisation des profits à court terme²⁶, comme les organisations communautaires, les entreprises sociales, les investisseurs d'impact ou les entreprises privées qui investissent à long terme grâce à des approches commerciales inclusives.

Pour tous ces points d'entrée, il est difficile de savoir si les programmes doivent **s'attaquer directement aux normes et comportements de discrimination et d'exclusion existants**. Les programmes choisissent souvent de renforcer l'inclusion dans le cadre des normes existantes, plutôt que de les remettre directement en question²⁷. Cette décision peut être motivée par des préoccupations compréhensibles concernant le temps et les ressources nécessaires pour faire avancer les choses par rapport



à des pratiques établies de longue date, par la crainte des organisations étrangères d'être accusées de se mêler de questions culturelles, et/ou par des risques très réels de sanctions contre les personnes vulnérables pour transgression des normes. Pourtant, en ignorant ces normes, les programmes ont tendance à s'attaquer aux symptômes plutôt qu'aux causes profondes des contraintes du marché. Au minimum, il est nécessaire d'engager une réflexion : ces facteurs ont-ils été bien compris lors du diagnostic et les interventions potentielles ont-elles été examinées ? Le programme Samridhi, par exemple, a constaté que les modèles de rôle, comme ceux qu'offrent les femmes qui voyagent de manière indépendante, peuvent contribuer à remettre en question les normes de mobilité des deux sexes, et a soutenu des voyages d'étude afin que les exemples de groupes de femmes entrepreneures soient une source d'inspiration pour d'autres.

Suivi et évaluation

Il est indispensable de procéder à une évaluation plus solide de l'efficacité des programmes de systèmes de marché en termes d'atteinte des personnes les plus marginalisées et de bénéfices apportés à celles-ci.²⁸ Cela étant, il convient impérativement d'assurer un suivi plus critique des changements réalisés et de l'efficacité des interventions pour contribuer à ces derniers, afin d'adapter les approches des programmes et de documenter l'apprentissage. Actuellement, la plupart des programmes s'appuient fortement sur des résultats pouvant faire l'objet d'un suivi quantitatif. Afin d'apporter des éclairages utiles, il faudrait collecter et analyser les données sous forme désagrégée, en évaluant les différents résultats en fonction de facteurs tels que le sexe, la pauvreté ou le handicap. En outre, les indicateurs quantitatifs deviennent plus significatifs lorsqu'ils sont complétés par des informations qualitatives. Les données qualitatives fournissent souvent un meilleur aperçu dans les domaines où les changements ne sont pas faciles à mesurer, par exemple les changements dans la dynamique du pouvoir au sein des ménages ou dans les normes sociales favorisant l'exclusion, ou la manière dont l'amélioration des revenus réduit la vulnérabilité ou renforce l'éducation des enfants.

Cet outil de travail s'appuie sur des recherches sur les systèmes de marché et l'inclusion menées dans le cadre de BEAM Exchange. BEAM Exchange (<https://beamexchange.org/>) est un mécanisme d'échange de connaissances et d'apprentissage sur le rôle des approches des systèmes de marché dans la réduction de la pauvreté, et a été partiellement financé par la DDC.

Ressources utiles

BEAM Exchange – Building Effective and Accessible Markets : <https://beamexchange.org>

Réseau consultatif sur la pauvreté chronique (Chronic Poverty Advisory Network, CPAN) : <http://www.chronicpoverty.network.org/new-page-test/>

L'emploi rural décent (FAO) : <http://www.fao.org/rural-employment/fr/>

Graduation into Sustainable Livelihoods (CGAP) : <http://www.cgap.org/topics/graduation-sustainable-livelihoods>

Markets-Based Solutions for the Extreme Poor (IDS) : <http://www.ids.ac.uk/project/market-based-solutions-for-the-extreme-poor>

Moving Out of Poverty (Banque mondiale) : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/11836>

Strengthening the Economic Potential of the Ultra-Poor (STEP UP) (Réseau SEEP) : <http://www.seepnetwork.org/step-up--strengthening-the-economic-potential-of-the-ultra-poor--pages-10081.php>

Rapport mondial sur les sciences sociales 2016 – *Lutter contre les inégalités : Pistes vers un monde juste* (UNESCO) (en) : <https://en.unesco.org/wssr2016/contents>

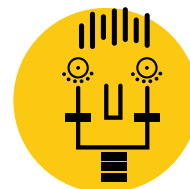
Unpaid care work : facilitating systemic change towards women's economic empowerment : <https://beamexchange.org/practice/research/womens-economic-empowerment/unpaid-care-work/>

Emploi et questions sociales dans le monde (OIT) : <http://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2018/lang--fr/index.htm>

Notes de fin de document

- 1 Banque mondiale (2016) *Pauvreté et prospérité partagée 2016 : agir contre les inégalités*, Washington : Banque mondiale ; 1,90 dollar PPA par personne et par jour
- 2 Pogge, T. & Rippin, N. (2013). « Universal Agenda on the Multiple Dimensions of Poverty ». *Background Research Paper Submitted to the High Level Panel on the Post-2015 Development Agenda*. Bonn : German Development Institute (DIE) ; Kabeer, N. (2016). « Leaving no one behind » : the challenge of intersecting inequalities ». Dans CISS/IDS/UNESCO (2016), *Rapport mondial sur les sciences sociales 2016, Lutter contre les inégalités : pistes vers un monde juste*. Éditions UNESCO, Paris
- 3 L'emploi vulnérable implique généralement des relations de travail informelles caractérisées par des déficits de travail décent, notamment en termes d'accès à la sécurité sociale et de représentation au travail, par exemple par des syndicats. OIT (2018), *Emploi et questions sociales dans le monde : Tendances 2018*, Genève : Bureau international du travail ; www.ilo.org/wesodata/definitions-and-metadata/vulnerable-employment [document consulté le 30 janvier 2019].
- 4 Banerjee, A. V. & Duflo, E. (2006). « The Economic Lives of the Poor ». *Working Paper*. Cambridge : Massachusetts Institute of Technology.
- 5 Ibid.
- 6 Banque mondiale (2016), op. cit.
- 7 FAO (n.d.) *L'emploi rural décent : Domaines d'activité*, <http://www.fao.org/rural-employment/rural-employment-work-areas/fr/>(document consulté le 26 mars 2018).
- 8 Maes, J. (2010). « Role of cash transfers in pro-poor market development programs aimed at the ultra-poor ». Réseau SEEP - Poverty Outreach Working Group ; Banerjee, A. V. & Duflo, E. (2006), op. cit.
- 9 Rodrik, D. (2016), « Premature deindustrialization », *Journal of Economic Growth* 21, 1 - 33.
- 10 Chandy, 2016, op.cit.
- 11 Voir par exemple le développement d'uberBoda à Nairobi, <https://www.uber.com/en-KE/blog/introducing-uber-boda-a-new-way-to-navigate-nairobi-faster/> [document consulté le 30 janvier 2019]
- 12 Voir par exemple, The Springfield Centre (2015) *The Operational Guide for the Making Markets Work for the Poor (MAP) Approach*, 2^e édition financée par la DDC & le DFID ; et le BEAM Exchange.
- 13 Voir Blewett, J., Keddie, J., Van Hummelen, S. (2016) *Pre-intervention investment toolkit : The challenge of achieving impact at scale in MSD (MAP) interventions*, Londres : discussion menée sur la plateforme BEAM Exchange au sujet du concept de frontière du marché et des moyens d'atteindre les groupes vulnérables et marginalisés dans le contexte de programmes de développement de systèmes de marché (page 21). Voir aussi The Springfield Centre (2015), op cit., pages 7 et 8 sur l'identification d'opportunités bénéfiques aux groupes cibles.
- 14 Thorpe, J. (2017) *Market systems approaches and « leaving no one behind »*, Londres : The BEAM Exchange.
- 15 Narayan, D., Pritchett, L. et Kapoor, S. (2009) *Moving Out of Poverty: Success from the Bottom Up*, Washington : Banque mondiale ; Social norms are « rules » shared by people in a given group which affect their beliefs of what is considered « normal » and appropriate behaviour (Les normes sociales sont des « règles » partagées par les membres d'un groupe et qui influencent la conception qu'ont ces derniers d'un comportement « normal » et approprié) ; Cislighi, B. et Heise, L. (2017) *Measuring Gender-related Social Norms : Report of a Meeting*, Baltimore Maryland, Learning Group on Social Norms and Gender-based Violence de l'École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres, 14 -15 juin 2016, <http://strive.lshtm.ac.uk/resources/norms-measurement-meeting-learning-report> (document consulté le 26 mars 2017).
- 16 Klassen, M., Shakya, H., Cislighi, B., Markel, M., Merrill, S., Jenal, M., Vasudevan, R., Garloch, A. (2017) *Social norms in market systems development : a practitioner-led research brief*, The BEAM Exchange; Markel, E., Gettliffe, E., Jones, L.; Miller, E. et Kim, L. (2016) « *The social norms factor: how gendered social norms influence how we empower women in market systems development* », The BEAM Exchange.
- 17 Thorpe 2017 op.cit.
- 18 Collier, P. (2007), *The Bottom Billion*, Oxford: Oxford University Press; Dollar, D., Kleineberg, T., Kraay, A. (2016) « Growth still is good for the poor », *European Economic Review*, 81; McKay, A. et Sumner, A. (2008) *Economic Growth, Inequality and Poverty Reduction : Does Pro-Poor Growth Matter ?* IDS in Focus, No. 03.2, Brighton : Institute of Development Studies; Watkins, K. (2013) *Leaving no-one behind : an equity agenda for the post-2015 goals*, Londres : ODI.
- 19 Thorpe (2017) op. cit.

- 20 Asadullah, M. & Ara, J. (2015). « Evaluating the long run impact of an innovative anti-poverty programme : evidence using household panel data ». *Applied Economics*, 48(2), 107-120. ; Hafiza, S., Kamruzzaman, M. & Begum, H. (2015). « Addressing multiple dimensions of gender inequality: the experience of the BRAC Gender Quality Action Learning (GQAL) programme in Bangladesh ». *Gender and Development*, 23(2), 333-346 ; Krishna, A., Poghosyan, M. & Das, N. (2012). « How Much Can Asset Transfers Help the Poorest ? Evaluating the Results of BRAC's Ultra-Poor Programme (2002-2008) ». *The Journal of Development Studies*, 48(2), 254-267.
- 21 Banerjee, A., Duflo, E., Goldberg, N., Karlan, D., Osei, R., Parienté, W., Shapiro, J., Thuysbaert, B. et Udry, C. (2015) A multifaceted program causes lasting progress for the very poor : Evidence from six countries, *Science*, 348 (6236).
- 22 Thorpe, J., Mathie, A. et Ghore, Y. (2017) *A Typology of Market-based Approaches to Include the Most Marginalised*, Brighton : Institute of Development Studies ; www.care.org/work/world-hunger/graduating-families-out-poverty (document consulté le 31 mai 2018).
- 23 Thorpe et al (2017), op. cit. www.rural21.com/english/news/detail/article/making-markets-work-for-the-poor-an-example-from-bangladesh-00002141/ (document consulté le 31 mai 2018).
- 24 Thorpe et al (2017), op. cit.
- 25 Blewett, et. al. 2016 op. cit.
- 26 Baumüller et al., 2013 op. cit.; Garette, B., & Karnani, A. (2010). « Challenges in marketing socially useful goods to the poor ». *California Management Review*, 52(4), 29-47. ; Larsson, S. (2006). « Disability management and entrepreneurship : Results from a nationwide study in Sweden ». *International Journal of Disability Management*, 1(1), 159-168.
- 27 Markel, et. al. 2016 op. cit.
- 28 Thorpe (2017) op. cit.



Impressum

Éditeur:

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
 Direction du développement et de la coopération DDC
 3003 Berne
www.ddc.admin.ch

Mise en page:

Zoï Environment Network, Genève/Suisse

Contact spécialisé:

Section Assurance de qualité et Réduction de la pauvreté
 Tél.: +41 58 465 92 77
 E-mail: dezaqualitaetsicherung@eda.admin.ch

Berne, 2020 / © FDFA